



## Prévisions budgétaires

2024-2025

## Rapport financier préliminaire

2023-2024

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC  
ET LA COMMISSION DE LA REPRÉSENTATION ÉLECTORALE

LE 31 MARS 2024

**NOTE**

Pour faciliter la lecture, les pages blanches contenues dans le document imprimé ont été retirées de la version PDF, et ce, sans que la pagination soit modifiée. La pagination est donc conforme à celle de la version papier.

© Directeur général des élections du Québec et Commission de la représentation électorale du Québec, 2024

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2024

Bibliothèque et Archives Canada

ISBN 978-2-550-97177-1 (version imprimée)

ISBN 978-2-550-97179-5 (version PDF)

**Prévisions budgétaires**

2024-2025

**Rapport financier préliminaire**

2023-2024

LE 31 MARS 2024

# Table des matières

|                          |          |
|--------------------------|----------|
| <b>Introduction.....</b> | <b>1</b> |
|--------------------------|----------|

## **Section 1**

|   |          |
|---|----------|
| <b>Prévisions budgétaires 2024-2025.....</b>  | <b>3</b> |
| 1.1 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2024-2025<br>et les prévisions budgétaires 2023-2024 .....   | 7        |
| 1.2 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2024-2025<br>et les prévisions budgétaires 2023-2024<br>Élément 01 – Gestion interne et soutien .....                | 9        |
| 1.3 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2024-2025<br>et les prévisions budgétaires 2023-2024<br>Élément 02 – Commission de la représentation électorale..... | 15       |
| 1.4 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2024-2025<br>et les prévisions budgétaires 2023-2024<br>Élément 03 – Activités électorales.....                      | 17       |

## **Section 2**

|  |           |
|--|-----------|
| <b>Rapport financier préliminaire 2023-2024 – dépenses estimées au<br/>31 mars 2024.....</b>   | <b>27</b> |
| 2.1 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2023-2024<br>et les dépenses estimées au 31 mars 2024 .....   | 29        |
| 2.2 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2023-2024<br>et les dépenses estimées au 31 mars 2024<br>Élément 01 – Gestion interne et soutien .....                | 31        |
| 2.3 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2023-2024<br>et les dépenses estimées au 31 mars 2024<br>Élément 02 – Commission de la représentation électorale..... | 35        |
| 2.4 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2023-2024<br>et les dépenses estimées au 31 mars 2024<br>Élément 03 – Activités électorales.....                      | 37        |

# Introduction

Conformément à l'article 543 de la *Loi électorale* (RLRQ, c. E-3.3), le directeur général des élections et la Commission de la représentation électorale (CRE) remettent leurs prévisions budgétaires pour l'exercice financier 2024-2025 à la présidente de l'Assemblée nationale.

Ils fournissent également, conformément à l'article 544 de la *Loi électorale*, un rapport financier préliminaire de l'exercice précédent aux membres de la commission parlementaire.

Les données qui figurent dans le rapport financier préliminaire représentent les dépenses estimées au 31 mars 2024. Les informations utilisées pour la production de ce document sont tirées des rapports financiers au 29 février 2024 ainsi que d'une estimation des dépenses pour le mois de mars 2024.

L'étude des prévisions budgétaires est confiée à une commission parlementaire qui les approuve et qui dépose son rapport à l'Assemblée nationale, conformément aux articles 544 et 546 de la *Loi électorale*.

Le montant total des prévisions budgétaires des dépenses 2024-2025 contenues dans ce rapport, qui s'élève à 68 801 600 \$, correspond à celui que le directeur général des élections et la CRE ont fait parvenir au Secrétariat du Conseil du trésor pour l'exercice financier 2024-2025 aux fins de la publication du *Livre des crédits*. Ces renseignements se trouvent dans le volume du *Budget de dépenses 2024-2025* réservé aux crédits et aux plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées. Ils font partie du **programme 03 – Administration du système électoral**, qui comprend trois éléments :

- **Élément 01 – Gestion interne et soutien;**
- **Élément 02 – Commission de la représentation électorale;**
- **Élément 03 – Activités électorales.**

L'**élément 01 – Gestion interne et soutien** comprend les prévisions des dépenses liées à la gestion interne de l'institution ainsi qu'au soutien administratif nécessaire à la tenue des activités électorales.

Le directeur général des élections fournit à la CRE toute l'aide nécessaire à l'accomplissement de ses fonctions, c'est-à-dire les services de son personnel ainsi que les coûts indirects liés à l'utilisation de ses locaux et de son matériel.

À l'**élément 02 – Commission de la représentation électorale**, les prévisions budgétaires tiennent compte des crédits qui sont nécessaires pour terminer les travaux de délimitation de la nouvelle carte électorale provinciale et pour absorber les dépenses résiduelles liées aux travaux de délimitation du territoire des commissions scolaires anglophones. Des travaux sont également prévus pour la délimitation du territoire des municipalités en vue des élections municipales prévues le 2 novembre 2025.

L'**élément 03 – Activités électorales** comprend les prévisions des dépenses liées à la tenue d'activités électorales et à certains projets spéciaux.

Les sommes inscrites aux éléments 02 et 03 le sont à titre indicatif : elles pourraient être modifiées si des mandats ou des événements imprévus survenaient, en cours d'exercice, dans le domaine électoral.

Dans les tableaux qui suivent, les prévisions budgétaires sont ventilées par catégorie de dépenses pour l'élément 01; par projet et par catégorie de dépenses pour l'élément 02; et par activité électorale et par catégorie de dépenses pour l'élément 03.

## Section 1

## Prévisions budgétaires 2024-2025

Le présent budget de 68 801 600 \$ est supérieur à celui de l'an dernier, qui était de 65 503 000 \$. Il correspond à l'enveloppe budgétaire transmise en décembre 2023 par le Secrétariat du Conseil du trésor, qui a été augmentée de 2 547 700 \$ pour tenir compte des coûts supplémentaires liés au projet pilote de vote par Internet au palier électoral municipal (1,4 M\$), à la rémunération du personnel (0,9 M\$) et à la dépense de transfert (0,2 M\$).

L'augmentation globale du budget de 3 298 600 \$ s'explique principalement par la hausse de la rémunération, sur le plan de la gestion interne et du soutien, en raison de l'ajout de neuf postes réguliers et de l'offre patronale liée au renouvellement des conventions collectives (2,2 M\$). Elle s'explique aussi par le projet pilote de vote par Internet au palier électoral municipal (1,4 M\$).

En contrepartie, le budget est réduit par le réaménagement de certaines dépenses non récurrentes, notamment celles liées aux élections générales provinciales tenues le 3 octobre 2022 (0,8 M\$).

## Section 1

## Prévisions budgétaires 2024-2025

## Programme 03 – Administration du système électoral

| Budget de dépenses<br>(supercatégorie<br>et catégorie de dépenses) | Élément                             |  |                                | TOTAL<br>Programme<br>03 |
|--|-------------------------------------|--|--------------------------------|--------------------------|
|  | 01<br>Gestion interne<br>et soutien | 02<br>Commission de<br>la représentation<br>électorale | 03<br>Activités<br>électorales |                          |
| <b>Rémunération</b>  |                                     |  |                                |                          |
| Personnel permanent  | 32 175 000                          | 0  | 0                              | 32 175 000               |
| Personnel occasionnel  | 2 819 000                           | 0  | 530 600                        | 3 349 600                |
| Personnel électoral  | 0                                   | 0  | 650 400                        | 650 400                  |
| Honoraires des commissaires  | 0                                   | 41 000   | 0                              | 41 000                   |
| <b>Total partiel</b>   | <b>34 994 000</b>                   | <b>41 000</b>  | <b>1 181 000</b>               | <b>36 216 000</b>        |
| <b>Fonctionnement</b>  |                                     |  |                                |                          |
| Frais de déplacement   | 156 600                             | 11 200   | 314 300                        | 482 100                  |
| Services de télécommunication                                      | 224 800                             | 0  | 81 700                         | 306 500                  |
| Publicité et promotion   | 284 000                             | 80 000   | 439 000                        | 803 000                  |
| Services professionnels  | 3 693 200                           | 11 000   | 1 396 100                      | 5 100 300                |
| Formation, congrès et cotisations                                  | 215 400                             | 0  | 0                              | 215 400                  |
| Services de nature technique                                       | 2 051 200                           | 43 700   | 110 500                        | 2 205 400                |
| Taxes foncières, assurances et autres                              | 924 200                             | 0  | 226 400                        | 1 150 600                |
| Location de biens meubles et immeubles                             | 4 866 300                           | 1 500  | 89 000                         | 4 956 800                |
| Fournitures et autres dépenses                                     | 517 500                             | 0  | 120 300                        | 637 800                  |
| Amortissement  | 1 275 000                           | 0  | 1 895 000                      | 3 170 000                |
| <b>Total partiel</b>   | <b>14 208 200</b>                   | <b>147 400</b>   | <b>4 672 300</b>               | <b>19 027 900</b>        |
| <b>Transfert</b>   |                                     |  |                                |                          |
| Support  | 0                                   | 0  | 13 557 700                     | 13 557 700               |
| <b>Total partiel</b>   | <b>0</b>                            | <b>0</b>   | <b>13 557 700</b>              | <b>13 557 700</b>        |
| <b>TOTAL</b>   | <b>49 202 200</b>                   | <b>188 400</b>   | <b>19 411 000</b>              | <b>68 801 600</b>        |

|                                    |     |   |   |     |
|------------------------------------|-----|---|---|-----|
| <b>Effectif total du programme</b> | 369 | 0 | 0 | 369 |
|------------------------------------|-----|---|---|-----|

| Budget d'investissements<br>(supercatégorie) | Élément          |          |                  | TOTAL            |
|--|------------------|----------|------------------|------------------|
|  | 01               | 02       | 03               |                  |
| Immobilisations                              | 1 516 500        | 0        | 2 700 000        | 4 216 500        |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>1 516 500</b> | <b>0</b> | <b>2 700 000</b> | <b>4 216 500</b> |



## Section 1.1

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2024-2025 et les prévisions budgétaires 2023-2024

Les données financières figurant dans ce document présentent certains écarts entre les prévisions budgétaires de 2024-2025 et celles de 2023-2024.

- **Élément 01 – Gestion interne et soutien**

Les prévisions budgétaires des dépenses pour 2024-2025, qui s'élèvent à 49 202 200 \$, sont supérieures de 2 035 900 \$ à celles de 2023-2024 (voir page 9). Cette variation s'explique principalement par :

- ◇ L'augmentation des budgets consacrés à la masse salariale du personnel permanent et occasionnel (2,2 M\$);
- ◇ L'augmentation des budgets consacrés aux services de nature technique (0,4 M\$) et à la location de biens meubles et immeubles (0,4 M\$);
- ◇ La diminution des budgets consacrés aux services professionnels (0,8 M\$).

- **Élément 02 – Commission de la représentation électorale**

Les prévisions budgétaires des dépenses de la Commission de la représentation électorale pour 2024-2025, qui s'élèvent à 188 400 \$, sont inférieures de 423 400 \$ à celles de 2023-2024 (voir page 15). Cette variation s'explique principalement par :

- ◇ La diminution des budgets consacrés aux travaux liés à la révision de la carte électorale provinciale (443 000 \$);
- ◇ La diminution des budgets consacrés aux travaux liés à la révision de la délimitation du territoire des commissions scolaires anglophones en vue des élections scolaires, prévues le 3 novembre 2024 (66 500 \$);
- ◇ L'augmentation des budgets consacrés aux travaux liés à la délimitation du territoire des municipalités en vue des élections générales municipales, prévues le 2 novembre 2025 (93 600 \$).

## Section 1.1

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2024-2025 et les prévisions budgétaires 2023-2024

- **Élément 03 – Activités électorales**

Les prévisions budgétaires des dépenses pour 2024-2025, qui s'élèvent à 19 411 000 \$, sont supérieures de 1 686 100 \$ à celles de 2023-2024 (voir page 17). Cette variation s'explique principalement par :

- ◇ L'ajout de budgets liés au projet pilote de vote par Internet lors des prochaines élections municipales (1,4 M\$), au recrutement de directrices et directeurs du scrutin et de leurs adjointes et adjoints (0,3 M\$) ainsi qu'aux travaux relatifs à la participation électorale autochtone (0,2 M\$);
- ◇ L'augmentation des budgets consacrés à l'engagement continu (0,2 M\$) et à la dépense de transfert (0,2 M\$);
- ◇ La diminution du budget non récurrent lié à la préparation et à la tenue des élections générales provinciales qui ont eu lieu le 3 octobre 2022 (0,8 M\$).

## Section 1.2

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2024-2025 et les prévisions budgétaires 2023-2024

#### Élément 01 – Gestion interne et soutien

| Budget de dépenses<br>(supercatégorie<br>et catégorie de dépenses) | Prévisions<br>budgétaires<br>2024-2025<br>① | Prévisions<br>budgétaires<br>2023-2024<br>② | Écart<br>① - ②   |
|--|---|---|------------------|
| <b>Rémunération</b>  |   |   |                  |
| Personnel permanent  | 32 175 000                                  | 30 051 300                                  | 2 123 700        |
| Personnel occasionnel  | 2 819 000                                   | 2 719 200                                   | 99 800           |
| <b>Total partiel</b>   | <b>34 994 000</b>                           | <b>32 770 500</b>                           | <b>2 223 500</b> |
| <b>Fonctionnement</b>  |   |   |                  |
| Frais de déplacement   | 156 600                                     | 160 600                                     | (4 000)          |
| Services de télécommunication                                      | 224 800                                     | 356 000                                     | (131 200)        |
| Publicité et promotion   | 284 000                                     | 244 500                                     | 39 500           |
| Services professionnels  | 3 693 200                                   | 4 448 800                                   | (755 600)        |
| Formation, congrès et cotisations                                  | 215 400                                     | 217 900                                     | (2 500)          |
| Services de nature technique                                       | 2 051 200                                   | 1 629 700                                   | 421 500          |
| Taxes foncières, assurances et autres                              | 924 200                                     | 1 069 900                                   | (145 700)        |
| Location de biens meubles et immeubles                             | 4 866 300                                   | 4 488 400                                   | 377 900          |
| Fournitures et autres dépenses                                     | 517 500                                     | 330 000                                     | 187 500          |
| Amortissement  | 1 275 000                                   | 1 450 000                                   | (175 000)        |
| <b>Total partiel</b>   | <b>14 208 200</b>                           | <b>14 395 800</b>                           | <b>(187 600)</b> |
| <b>Transfert</b>   |   |   |                  |
| Support  | 0   | 0   | 0                |
| <b>Total partiel</b>   | <b>0</b>                                    | <b>0</b>                                    | <b>0</b>         |
| <b>TOTAL</b>   | <b>49 202 200</b>                           | <b>47 166 300</b>                           | <b>2 035 900</b> |

|                                    |     |     |   |
|------------------------------------|-----|-----|---|
| <b>Effectif total du programme</b> | 369 | 360 | 9 |
|------------------------------------|-----|-----|---|

| Budget d'investissements<br>(supercatégorie) | ①                | ②                | ① - ②            |
|--|------------------|------------------|------------------|
| Immobilisations                              | 1 516 500        | 1 750 000        | (233 500)        |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>1 516 500</b> | <b>1 750 000</b> | <b>(233 500)</b> |

## Section 1.2

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2024-2025 et les prévisions budgétaires 2023-2024

#### Élément 01 – Gestion interne et soutien

| Budget de dépenses (supercatégorie et catégorie de dépenses) | Écart            |
|--|------------------|
| <b>Rémunération</b>  |                  |
| Personnel permanent  | 2 123 700        |
| Personnel occasionnel  | 99 800           |
| <b>Total partiel</b>   | <b>2 223 500</b> |
| <b>Fonctionnement</b>  |                  |
| Frais de déplacement   | (4 000)          |
| Services de télécommunication                                | (131 200)        |

#### Notes explicatives

##### Rémunération du personnel permanent 2 123 700 \$

Le budget de 32 175 000 \$ correspond à la rémunération de 343 postes permanents.

L'écart est principalement attribuable à l'ajout de 9 postes permanents et à l'augmentation prévue reflétant l'offre patronale liée au renouvellement des conventions collectives. Par ailleurs, la capitalisation prévue de la rémunération liée aux projets de développement est supérieure de 400 000 \$ à celle de l'exercice précédent.

##### Rémunération du personnel occasionnel 99 800 \$

Le budget de 2 819 000 \$ représente la masse salariale de 26 effectifs à temps complet (ETC). Ces effectifs permettent de remplacer du personnel permanent absent pour cause de maladie, de congé parental ou d'autres raisons. Ils permettent aussi de faire face au surcroît de travail temporaire. Ce budget inclut également la rémunération du personnel étudiant.

L'écart s'explique par l'augmentation reflétant l'offre patronale liée au renouvellement des conventions collectives.

##### Frais de déplacement (4 000 \$)

L'écart n'est pas significatif.

##### Services de télécommunication (131 200 \$)

Le budget de 224 800 \$ comprend les dépenses liées aux communications informatiques et téléphoniques.

L'écart s'explique principalement par la diminution des coûts liés à la téléphonie en raison de la migration vers la téléphonie Teams.

## Section 1.2

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2024-2025 et les prévisions budgétaires 2023-2024

#### Élément 01 – Gestion interne et soutien

| Budget de dépenses<br>(supercatégorie<br>et catégorie de dépenses) | Écart     |
|--|-----------|
| <b>Fonctionnement</b>  |           |
| Publicité et promotion   | 39 500    |
| Services professionnels  | (755 600) |
| Formation, congrès et cotisations                                  | (2 500)   |

#### Notes explicatives

##### **Publicité et promotion 39 500 \$**

Le budget de 284 000 \$ permettra de mettre en œuvre les stratégies de communication de l'institution liées aux divers mandats et événements prévus en 2024-2025. Des partenariats sont également prévus, principalement en matière d'éducation à la démocratie.

L'écart s'explique principalement par l'ajout de nouveaux projets qui nécessitent des stratégies de communication variées.

##### **Services professionnels (755 600 \$)**

Le budget de 3 693 200 \$ servira principalement à la rémunération de ressources externes spécialisées en informatique.

L'écart s'explique principalement par la diminution des budgets consacrés aux ressources externes spécialisées en informatique (0,5 M\$) ainsi que par l'augmentation de la capitalisation aux immobilisations par rapport à 2023-2024 (0,3 M\$).

##### **Formation, congrès et cotisations (2 500 \$)**

Le budget de 215 400 \$ servira principalement à la formation des membres du personnel et des gestionnaires.

L'écart n'est pas significatif.

## Section 1.2

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2024-2025 et les prévisions budgétaires 2023-2024

#### Élément 01 – Gestion interne et soutien

| Budget de dépenses<br>(supercatégorie<br>et catégorie de dépenses) | Écart     |
|--|-----------|
| <b>Fonctionnement</b>  |           |
| Services de nature technique                                       | 421 500   |
| Taxes foncières, assurances et autres                              | (145 700) |
| Location de biens meubles et immeubles                             | 377 900   |

#### Notes explicatives

##### Services de nature technique 421 500 \$

Le budget de 2 051 200 \$ comprend principalement les dépenses liées à l'impression, à la poste et à la messagerie; les frais d'entretien et de sécurité des locaux loués; ainsi que les dépenses liées aux plans de service du matériel et des licences informatiques.

L'écart s'explique principalement par l'augmentation des dépenses liées à l'hébergement en infonuagique.

##### Taxes foncières, assurances et autres (145 700 \$)

Le budget de 924 200 \$ comprend principalement l'achat et la location de licences informatiques.

L'écart s'explique principalement par la diminution des budgets consacrés à l'achat et à la location de licences informatiques.

##### Location de biens meubles et immeubles 377 900 \$

Un budget de 4 866 300 \$ est prévu pour les loyers du 1045, avenue Wilfrid-Pelletier (2 811 500 \$); du Centre de distribution Roger-Lefrançois (990 000 \$); et du 990, avenue de Bourgogne (940 000 \$); ainsi que pour la location de salles de formation et d'équipement (124 800 \$).

L'écart s'explique principalement par une augmentation du loyer du Centre de distribution Roger-Lefrançois, qui fera l'objet d'un nouveau bail. Par ailleurs, le loyer du 990, avenue de Bourgogne est en diminution, puisque certains espaces ont été rétrocédés.

## Section 1.2

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2024-2025 et les prévisions budgétaires 2023-2024

#### Élément 01 – Gestion interne et soutien

| Budget de dépenses<br>(supercatégorie<br>et catégorie de dépenses) | Écart            |
|--|------------------|
| <b>Fonctionnement</b>  |                  |
| Fournitures et autres dépenses                                     | 187 500          |
| Amortissement  | (175 000)        |
| <b>Total partiel</b>   | <b>(187 600)</b> |
| <b>Transfert</b>   |                  |
| Support  | 0                |
| <b>Total partiel</b>   | <b>0</b>         |
|  |                  |
| <b>TOTAL</b>   | <b>2 035 900</b> |

| Budget d'investissements<br>(supercatégorie) | Écart            |
|--|------------------|
| Immobilisations                              | (233 500)        |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>(233 500)</b> |

#### Notes explicatives

##### Fournitures et autres dépenses 187 500 \$

Le budget de 517 500 \$ comprend les dépenses liées à l'achat de fournitures et de matériel non capitalisable ainsi que les frais d'électricité.

L'écart s'explique principalement par l'augmentation des budgets prévus pour l'achat de matériel informatique non capitalisable.

##### Amortissement (175 000 \$)

Un budget de 1 275 000 \$ est prévu pour 2024-2025.

L'écart s'explique principalement par le fait que le budget d'amortissement avait été surévalué en 2023-2024.

##### Immobilisations (233 500 \$)

Le budget de 1 516 500 \$ servira principalement à la mise à niveau de l'infrastructure technologique et à l'acquisition de matériel informatique.

## Section 1.3

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2024-2025 et les prévisions budgétaires 2023-2024

#### Élément 02 – Commission de la représentation électorale

| Budget de dépenses                                | Prévisions budgétaires 2024-2025<br>① | Prévisions budgétaires 2023-2024<br>② | Écart<br>① - ②   |
|---|---------------------------------------|---------------------------------------|------------------|
| <b>Commission de la représentation électorale</b> |                                       |                                       |                  |
| Administration                                    | 0                                     | 7 500                                 | (7 500)          |
| CRE – Provincial                                  | 89 800                                | 532 800                               | (443 000)        |
| CRE – Municipal                                   | 98 600                                | 5 000                                 | 93 600           |
| CRE – Scolaire                                    | 0                                     | 66 500                                | (66 500)         |
| <b>TOTAL</b>                                      | <b>188 400</b>                        | <b>611 800</b>                        | <b>(423 400)</b> |

| Budget de dépenses (supercatégorie et catégorie de dépenses) | Prévisions budgétaires 2024-2025<br>① | Prévisions budgétaires 2023-2024<br>② | Écart<br>① - ②   |
|--|---------------------------------------|---------------------------------------|------------------|
| <b>Rémunération</b>  |                                       |                                       |                  |
| Honoraires des commissaires                                  | 41 000                                | 58 100                                | (17 100)         |
| <b>Total partiel</b>   | <b>41 000</b>                         | <b>58 100</b>                         | <b>(17 100)</b>  |
| <b>Fonctionnement</b>  |                                       |                                       |                  |
| Frais de déplacement   | 11 200                                | 43 400                                | (32 200)         |
| Publicité et promotion                                       | 80 000                                | 465 000                               | (385 000)        |
| Services professionnels                                      | 11 000                                | 18 000                                | (7 000)          |
| Services de nature technique                                 | 43 700                                | 19 600                                | 24 100           |
| Taxes foncières, assurances et autres                        | 0                                     | 2 700                                 | (2 700)          |
| Location de biens meubles et immeubles                       | 1 500                                 | 5 000                                 | (3 500)          |
| <b>Total partiel</b>   | <b>147 400</b>                        | <b>553 700</b>                        | <b>(406 300)</b> |
| <b>TOTAL</b>   | <b>188 400</b>                        | <b>611 800</b>                        | <b>(423 400)</b> |

| Budget d'investissements (supercatégorie) | ①        | ②        | ① - ②    |
|---|----------|----------|----------|
| Immobilisations                           | 0        | 0        | 0        |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> |



## Section 1.3

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2024-2025 et les prévisions budgétaires 2023-2024

#### Élément 02 – Commission de la représentation électorale

| Budget de dépenses                                | Écart            |
|---|------------------|
| <b>Commission de la représentation électorale</b> |                  |
| Administration                                    | (7 500)          |
| CRE – Provincial                                  | (443 000)        |
| CRE – Municipal                                   | 93 600           |
| CRE – Scolaire                                    | (66 500)         |
| <b>TOTAL</b>                                      | <b>(423 400)</b> |

#### Notes explicatives

##### **Administration (7 500 \$)**

Aucune dépense n'est prévue en 2024-2025, alors qu'une rencontre de la CRE et la promotion du rôle de la Commission avaient été prévues en 2023-2024.

##### **CRE – Provincial (443 000 \$)**

Les travaux de la CRE consistent à délimiter les circonscriptions électorales provinciales.

Le budget de 89 800 \$ servira principalement à la production du second rapport et du rapport final ainsi qu'à la publication de la décision, soit la délimitation et le nom des nouvelles circonscriptions électorales du Québec à la *Gazette officielle du Québec*.

##### **CRE – Municipal 93 600 \$**

Les travaux de la CRE consistent à approuver les divisions des territoires municipaux en districts électoraux et, au besoin, à établir les cartes électorales de municipalités.

Le budget de 98 600 \$ servira principalement pour la rémunération des commissaires et pour les frais de déplacement pour la tenue d'audiences publiques et d'assemblées de la CRE ainsi qu'à la publication d'avis obligatoires relatifs à la division du territoire.

##### **CRE – Scolaire (66 500 \$)**

Les travaux de la CRE consistent à approuver la division du territoire des commissions scolaires anglophones en circonscriptions électorales et, au besoin, à établir les cartes électorales de ces commissions.

Aucune dépense n'est prévue en 2024-2025.

## Section 1.4

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2024-2025 et les prévisions budgétaires 2023-2024

#### Élément 03 – Activités électorales

| Budget de dépenses   | Prévisions<br>budgétaires<br>2024-2025<br>① | Prévisions<br>budgétaires<br>2023-2024<br>② | Écart<br>① - ②   |
|--|---|---|------------------|
| <b>Activités électorales</b>   |   |   |                  |
| Table citoyenne  | 30 000                                      | 35 200                                      | (5 200)          |
| Engagement continu   | 843 000                                     | 648 000                                     | 195 000          |
| Comité des directrices et directeurs du scrutin (DS)   | 52 900                                      | 28 300                                      | 24 600           |
| Recrutement des DS et de leurs adjointes et adjoints (DAS)   | 292 000                                     | 0   | 292 000          |
| Mandats <i>ad hoc</i>  | 21 200                                      | 65 000                                      | (43 800)         |
| Rencontre de mise à niveau   | 78 700                                      | 75 900                                      | 2 800            |
| Participation électorale autochtone  | 157 800                                     | 0   | 157 800          |
| Mise à jour des sections de vote   | 16 700                                      | 7 100                                       | 9 600            |
| Commission permanente de révision  | 193 300                                     | 141 500                                     | 51 800           |
| Avis sur le financement politique  | 59 700                                      | 14 500                                      | 45 200           |
| Enquêtes et poursuites   | 385 300                                     | 586 500                                     | (201 200)        |
| Budget non récurrent :   |   |   |                  |
| ▪ Élections municipales  | 183 500                                     | 128 600                                     | 54 900           |
| ▪ Élections scolaires  | 62 900                                      | 7 800                                       | 55 100           |
| ▪ Élections générales provinciales du 3 octobre 2022   | 44 800                                      | 809 800                                     | (765 000)        |
| ▪ Activités préparatoires et réapprovisionnement en matériel électoral pour les prochaines élections | 87 500                                      | 22 700                                      | 64 800           |
| ▪ Vote par Internet  | 1 449 000                                   | 0   | 1 449 000        |
| Amortissement  | 1 895 000                                   | 1 815 000                                   | 80 000           |
| <b>Total partiel</b>   | <b>5 853 300</b>                            | <b>4 385 900</b>                            | <b>1 467 400</b> |
| <b>Transfert</b>   |   |   |                  |
| Allocation annuelle aux partis politiques  | 12 147 100                                  | 11 642 000                                  | 505 100          |
| Appariement annuel   | 1 290 000                                   | 1 580 000                                   | (290 000)        |
| Frais de vérification des partis politiques  | 120 600                                     | 117 000                                     | 3 600            |
| <b>Total partiel</b>   | <b>13 557 700</b>                           | <b>13 339 000</b>                           | <b>218 700</b>   |
| <b>TOTAL</b>   | <b>19 411 000</b>                           | <b>17 724 900</b>                           | <b>1 686 100</b> |
| <b>Budget d'investissements (supercatégorie)</b>   | <b>①</b>                                    | <b>②</b>                                    | <b>① - ②</b>     |
| Immobilisations  | 2 700 000                                   | 1 300 000                                   | 1 400 000        |
| <b>TOTAL</b>   | <b>2 700 000</b>                            | <b>1 300 000</b>                            | <b>1 400 000</b> |

## Section 1.4

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2024-2025 et les prévisions budgétaires 2023-2024

#### Élément 03 – Activités électorales

| Budget de dépenses<br>(supercatégorie<br>et catégorie de dépenses) | Prévisions<br>budgétaires<br>2024-2025<br>① | Prévisions<br>budgétaires<br>2023-2024<br>② | Écart<br>① - ②   |
|--|---|---|------------------|
| <b>Rémunération</b>  |   |   |                  |
| Personnel permanent  | 0   | 36 100                                      | (36 100)         |
| Personnel occasionnel  | 530 600                                     | 972 800                                     | (442 200)        |
| Personnel électoral  | 650 400                                     | 542 000                                     | 108 400          |
| <b>Total partiel</b>   | <b>1 181 000</b>                            | <b>1 550 900</b>                            | <b>(369 900)</b> |
| <b>Fonctionnement</b>  |   |   |                  |
| Frais de déplacement   | 314 300                                     | 191 400                                     | 122 900          |
| Services de télécommunication                                      | 81 700                                      | 76 100                                      | 5 600            |
| Publicité et promotion   | 439 000                                     | 11 000                                      | 428 000          |
| Services professionnels  | 1 396 100                                   | 169 400                                     | 1 226 700        |
| Formation, congrès et cotisations                                  | 0   | 0   | 0                |
| Services de nature technique                                       | 110 500                                     | 167 600                                     | (57 100)         |
| Taxes foncières, assurances et autres                              | 226 400                                     | 202 000                                     | 24 400           |
| Location de biens meubles et immeubles                             | 89 000                                      | 107 200                                     | (18 200)         |
| Fournitures et autres dépenses                                     | 120 300                                     | 95 300                                      | 25 000           |
| Amortissement  | 1 895 000                                   | 1 815 000                                   | 80 000           |
| <b>Total partiel</b>   | <b>4 672 300</b>                            | <b>2 835 000</b>                            | <b>1 837 300</b> |
| <b>Transfert</b>   |   |   |                  |
| Support  | 13 557 700                                  | 13 339 000                                  | 218 700          |
| <b>Total partiel</b>   | <b>13 557 700</b>                           | <b>13 339 000</b>                           | <b>218 700</b>   |
|  |   |   |                  |
| <b>TOTAL</b>   | <b>19 411 000</b>                           | <b>17 724 900</b>                           | <b>1 686 100</b> |

| Budget d'investissements<br>(supercatégorie) | ①                | ②                | ① - ②            |
|--|------------------|------------------|------------------|
| Immobilisations                              | 2 700 000        | 1 300 000        | 1 400 000        |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>2 700 000</b> | <b>1 300 000</b> | <b>1 400 000</b> |

## Section 1.4

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2024-2025 et les prévisions budgétaires 2023-2024

#### Élément 03 – Activités électorales

| Budget de dépenses           | Écart   |
|------------------------------|---------|
| <b>Activités électorales</b> |         |
| Table citoyenne              | (5 200) |
| Engagement continu           | 195 000 |

#### Notes explicatives

##### Table citoyenne (5 200 \$)

La Table citoyenne est un comité de nature consultative formé de douze électrices et électeurs du Québec. Il fournit des conseils, des suggestions et des avis au directeur général des élections sur des questions liées à l'administration des élections, à l'application des lois électorales et aux enjeux touchant le système électoral québécois.

Le budget de 30 000 \$ servira principalement à la rémunération des membres ainsi qu'au remboursement de leurs frais de déplacement pour les trois rencontres prévues.

L'écart s'explique principalement par le fait qu'aucune activité de promotion n'est prévue en 2024-2025.

##### Engagement continu 195 000 \$

Ce projet prend la relève du projet de communication avec les directrices et directeurs du scrutin (DS). Le nouveau nom insiste sur notre souhait d'impliquer encore davantage les DS entre les événements électoraux, au bénéfice de tous.

Le budget de 843 000 \$ servira à maintenir un lien de communication avec les 125 DS, à louer un espace dans leur résidence, à les rémunérer 41 heures au cours du prochain exercice et à acquérir du nouveau matériel informatique. De plus, les 127 directrices adjointes et directeurs adjoints (DAS) seront rémunérés 12 heures en 2024-2025.

L'écart s'explique principalement par l'ajout d'un lien de communication avec les DAS et par l'augmentation du nombre d'heures rémunérées aux DS : ce nombre passe de 36 à 41 heures en 2024-2025.

## Section 1.4

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2024-2025 et les prévisions budgétaires 2023-2024

#### Élément 03 – Activités électorales

| Budget de dépenses   | Écart    |
|--|----------|
| <b>Activités électorales</b>                               |          |
| Comité des directrices et directeurs du scrutin (DS)       | 24 600   |
| Recrutement des DS et de leurs adjointes et adjoints (DAS) | 292 000  |
| Mandats <i>ad hoc</i>                                      | (43 800) |
| Rencontre de mise à niveau                                 | 2 800    |

#### Notes explicatives

##### **Comité des directrices et directeurs du scrutin (DS) 24 600 \$**

Le budget de 52 900 \$ servira à organiser trois rencontres, dont une en visioconférence, avec 12 DS afin de les consulter sur divers sujets.

L'écart s'explique principalement par l'ajout d'une rencontre en présentiel en 2024-2025.

##### **Recrutement des DS et de leurs adjointes et adjoints (DAS) 292 000 \$**

Le budget de 292 000 \$ servira principalement à préparer et à promouvoir le concours de recrutement des DS.

L'écart s'explique par le fait qu'aucune dépense n'était prévue en 2023-2024.

##### **Mandats *ad hoc* (43 800 \$)**

Un budget de 21 200 \$ est prévu pour la rémunération et pour les frais de déplacement des DS dans le cadre de mandats spéciaux en dehors de la période électorale.

L'écart s'explique par le fait qu'aucune dépense de services professionnels n'est prévue en 2024-2025.

##### **Rencontre de mise à niveau 2 800 \$**

Le budget de 78 700 \$ servira à tenir une rencontre virtuelle d'information avec les 125 DS et les 127 DAS.

L'écart n'est pas significatif.

## Section 1.4

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2024-2025 et les prévisions budgétaires 2023-2024

#### Élément 03 – Activités électorales

| Budget de dépenses                  | Écart   |
|-------------------------------------|---------|
| <b>Activités électorales</b>        |         |
| Participation électorale autochtone | 157 800 |
| Mise à jour des sections de vote    | 9 600   |
| Commission permanente de révision   | 51 800  |

#### Notes explicatives

##### **Participation électorale autochtone 157 800 \$**

En 2023-2024, l'institution a mis sur pied un comité de travail sur la participation électorale autochtone. Ce comité identifiera les obstacles à la participation électorale des communautés autochtones du Québec et tentera d'y remédier.

Un budget de 157 800 \$ est prévu principalement pour la rémunération des DS, pour les frais de déplacement des DS et des membres de l'institution ainsi que pour des services professionnels.

##### **Mise à jour des sections de vote 9 600 \$**

Le budget de 16 700 \$ servira à rééquilibrer les sections de vote dans 35 circonscriptions électorales.

L'écart s'explique par le fait qu'en 2023-2024, ce travail de délimitation était prévu dans 15 circonscriptions plutôt que dans 35.

##### **Commission permanente de révision 51 800 \$**

« Afin d'assurer de façon continue la mise à jour de la liste électorale permanente, le directeur général des élections établit à son bureau une commission permanente de révision » (article 40.12.1 de la *Loi électorale*). Cette commission est formée de trois membres, dont un président, nommés par le directeur général des élections. Les membres peuvent être choisis parmi les membres du personnel du directeur général des élections. Un budget de 193 300 \$ est prévu pour cette commission en 2024-2025.

L'écart est principalement dû à l'augmentation du nombre d'heures rémunérées par semaine.

## Section 1.4

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2024-2025 et les prévisions budgétaires 2023-2024

#### Élément 03 – Activités électorales

| Budget de dépenses                | Écart     |
|-----------------------------------|-----------|
| <b>Activités électorales</b>      |           |
| Avis sur le financement politique | 45 200    |
| Enquêtes et poursuites            | (201 200) |
| Budget non récurrent :            |           |
| ▪ Élections municipales           | 54 900    |
| ▪ Élections scolaires             | 55 100    |

#### Notes explicatives

##### **Avis sur le financement politique 45 200 \$**

Le budget de 59 700 \$ comprend les frais liés à la publication d'avis sur le financement politique, comme le prévoit la *Loi électorale*.

L'écart s'explique par l'augmentation prévue du nombre d'avis pour les élections générales scolaires prévues le 3 novembre 2024.

##### **Enquêtes et poursuites (201 200 \$)**

Le budget de 385 300 \$ servira principalement à la rémunération des enquêteuses et enquêteurs temporaires, dont le mandat porte sur des activités électorales ou sur le financement politique. Des services professionnels et des frais de déplacement sont également prévus.

L'écart s'explique principalement par le fait que le budget 2023-2024 avait été surévalué.

##### **Élections municipales 54 900 \$**

Le budget de 183 500 \$ lié aux responsabilités du directeur général des élections servira principalement à finaliser les travaux d'enquête et de vérification effectués en fonction des plaintes reçues dans le cadre des élections municipales du 7 novembre 2021 et à commencer les activités préparatoires pour les prochaines élections générales municipales, prévues le 2 novembre 2025.

##### **Élections scolaires 55 100 \$**

Le budget de 62 900 \$ servira principalement à réaliser la campagne d'information en vue des élections scolaires anglophones, prévues le 3 novembre 2024.

## Section 1.4

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2024-2025 et les prévisions budgétaires 2023-2024

#### Élément 03 – Activités électorales

| Budget de dépenses   | Écart            |
|--|------------------|
| <b>Activités électorales</b>   |                  |
| Budget non récurrent :   |                  |
| ▪ Élections générales provinciales du 3 octobre 2022   | (765 000)        |
| ▪ Activités préparatoires et réapprovisionnement en matériel électoral pour les prochaines élections | 64 800           |
| ▪ Vote par Internet  | 1 449 000        |
| Amortissement  | 80 000           |
| <b>Total partiel</b>   | <b>1 467 400</b> |

#### Notes explicatives

##### Élections générales provinciales du 3 octobre 2022 (765 000 \$)

Le budget de 44 800 \$ servira principalement à absorber les dépenses résiduelles liées aux élections générales provinciales tenues le 3 octobre 2022.

##### Activités préparatoires et réapprovisionnement en matériel électoral pour les prochaines élections 64 800 \$

Le budget de 87 500 \$ servira principalement à l'entretien annuel de matériel de télécommunication, au début du réapprovisionnement en matériel électoral et à la location d'espace d'entreposage pour du mobilier qui sera utilisé en circonscription lors des prochaines élections générales provinciales, prévues en octobre 2026.

##### Vote par Internet 1 449 000 \$

Dans le cadre d'un projet pilote, le vote par Internet sera offert dans certains districts ou arrondissements de 21 municipalités du Québec lors des élections générales municipales prévues le 2 novembre 2025.

Le budget de 1 449 000 \$ servira principalement à l'embauche de personnel temporaire afin d'absorber le surplus de travail et aux services professionnels liés au projet pilote.

##### Amortissement 80 000 \$

Un budget de 1 895 000 \$ est prévu en 2024-2025.

L'écart s'explique principalement par le fait que le budget d'amortissement avait été sous-évalué en 2023-2024.



## Section 1.4

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2024-2025 et les prévisions budgétaires 2023-2024

#### Élément 03 – Activités électorales

| Budget de dépenses                          | Écart            |
|---|------------------|
| <b>Transfert</b>                            |                  |
| Allocation annuelle aux partis politiques   | 505 100          |
| Appariement annuel                          | (290 000)        |
| Frais de vérification des partis politiques | 3 600            |
| <b>Total partiel</b>                        | <b>218 700</b>   |
|   |                  |
| <b>TOTAL</b>                                | <b>1 686 100</b> |

#### Notes explicatives

##### Allocation annuelle aux partis politiques **505 100 \$**

Le budget de 12 147 100 \$ correspond à l'allocation annuelle versée en vertu de l'article 82 de la *Loi électorale*.

Depuis l'adoption de la *Loi modifiant la Loi électorale afin de réduire la limite des contributions par électeur, de diminuer le plafond des dépenses électorales et de relever le financement public des partis politiques du Québec*, en décembre 2012, l'allocation annuelle par électrice ou électeur est passée de 0,82 \$ à 1,50 \$. Elle est indexée le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année. Le 1<sup>er</sup> janvier 2024, l'allocation annuelle est passée à 1,90 \$ par électeur.

##### Appariement annuel **(290 000 \$)**

Le budget de 1 290 000 \$ correspond à l'appariement annuel des contributions, qui est versé en vertu des articles 82.2 et 82.4 de la *Loi électorale*. Ces articles prévoient le versement, à certaines conditions, de montants aux entités politiques autorisées visées en fonction des contributions qui leur sont versées.

L'écart s'explique principalement par la diminution anticipée des contributions versées par les électrices et les électeurs aux entités politiques au cours des neuf derniers mois de l'année civile 2024 par rapport à la même période en 2023.

##### Frais de vérification des partis politiques **3 600 \$**

Le budget de 120 600 \$ correspond au remboursement de la moitié des frais de vérification des partis politiques autorisés en vertu de l'article 112 de la *Loi électorale*.

L'écart n'est pas significatif.

## Section 1.4

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2024-2025 et les prévisions budgétaires 2023-2024

#### Élément 03 – Activités électorales

| Budget d'investissements<br>(supercatégorie) | Écart            |
|--|------------------|
| Immobilisations                              | 1 400 000        |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>1 400 000</b> |

#### Notes explicatives

**Immobilisations** 1 400 000 \$

Un budget de 2 700 000 \$ est prévu pour la mise à niveau des systèmes d'information et pour l'acquisition de matériel informatique.

## Section 2

### Rapport financier préliminaire 2023-2024 – dépenses estimées au 31 mars 2024

#### Programme 03 – Administration du système électoral

| Budget de dépenses<br>(supercatégorie<br>et catégorie de dépenses) | Élément                             |  |                                | TOTAL<br>Programme<br>03 |
|--|-------------------------------------|--|--------------------------------|--------------------------|
|  | 01<br>Gestion interne<br>et soutien | 02<br>Commission de<br>la représentation<br>électorale | 03<br>Activités<br>électorales |                          |
| <b>Rémunération</b>  |                                     |  |                                |                          |
| Personnel permanent  | 28 500 000                          | 0  | 110 600                        | 28 610 600               |
| Personnel occasionnel  | 2 425 000                           | 0  | 895 200                        | 3 320 200                |
| Personnel électoral  | 0                                   | 0  | 819 300                        | 819 300                  |
| Honoraires des commissaires  | 0                                   | 70 000   | 0                              | 70 000                   |
| <b>Total partiel</b>   | <b>30 925 000</b>                   | <b>70 000</b>  | <b>1 825 100</b>               | <b>32 820 100</b>        |
| <b>Fonctionnement</b>  |                                     |  |                                |                          |
| Frais de déplacement   | 196 900                             | 41 800   | 148 700                        | 387 400                  |
| Services de télécommunication                                      | 258 000                             | 0  | 53 300                         | 311 300                  |
| Publicité et promotion   | 169 400                             | 395 000  | 57 400                         | 621 800                  |
| Services professionnels  | 3 192 400                           | 22 500   | 63 900                         | 3 278 800                |
| Formation, congrès et cotisations                                  | 143 700                             | 4 000  | 0                              | 147 700                  |
| Services de nature technique                                       | 1 634 400                           | 36 100   | 253 000                        | 1 923 500                |
| Taxes foncières, assurances et autres                              | 955 600                             | 10 100   | 160 500                        | 1 126 200                |
| Location de biens meubles et immeubles                             | 4 569 600                           | 14 000   | 113 500                        | 4 697 100                |
| Fournitures et autres dépenses                                     | 219 700                             | 2 000  | 7 200                          | 228 900                  |
| Amortissement  | 1 385 000                           | 0  | 2 025 000                      | 3 410 000                |
| <b>Total partiel</b>   | <b>12 724 700</b>                   | <b>525 500</b>   | <b>2 882 500</b>               | <b>16 132 700</b>        |
| <b>Transfert</b>   |                                     |  |                                |                          |
| Allocation et appariement annuels                                  | 0                                   | 0  | 12 761 600                     | 12 761 600               |
| Allocation et appariement supplémentaires                          | 0                                   | 0  | 0                              | 0                        |
| Remboursement des dépenses électorales                             | 0                                   | 0  | 139 600                        | 139 600                  |
| Frais de vérification des partis politiques                        | 0                                   | 0  | 118 100                        | 118 100                  |
| <b>Total partiel</b>   | <b>0</b>                            | <b>0</b>   | <b>13 019 300</b>              | <b>13 019 300</b>        |
| <b>TOTAL</b>   | <b>43 649 700</b>                   | <b>595 500</b>   | <b>17 726 900</b>              | <b>61 972 100</b>        |

| Budget d'investissements<br>(supercatégorie) | Élément        |          |                  | TOTAL            |
|--|----------------|----------|------------------|------------------|
|  | 01             | 02       | 03               |                  |
| Immobilisations                              | 595 100        | 0        | 1 315 000        | 1 910 100        |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>595 100</b> | <b>0</b> | <b>1 315 000</b> | <b>1 910 100</b> |

## Section 2.1

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2023-2024 et les dépenses estimées au 31 mars 2024

Dans les tableaux qui suivent, les prévisions budgétaires et les dépenses estimées sont ventilées par catégorie de dépenses pour l'élément 01; par projet et par catégorie de dépenses pour l'élément 02; et par activité électorale et par catégorie de dépenses pour l'élément 03.

#### • Élément 01 – Gestion interne et soutien

Les dépenses estimées au 31 mars 2024 sont inférieures de 3 516 600 \$ aux prévisions budgétaires de 2023-2024, qui étaient de 47 166 300 \$ (voir page 31). L'écart entre les dépenses estimées et les prévisions budgétaires s'explique principalement par :

- ◇ Des dépenses salariales moins élevées que prévu (1,8 M\$);
- ◇ Des dépenses de fonctionnement inférieures aux prévisions budgétaires, principalement en ce qui concerne les services professionnels (1,3 M\$).

#### • Élément 02 – Commission de la représentation électorale

Les dépenses estimées au 31 mars 2024 sont inférieures de 16 300 \$ aux prévisions budgétaires de 2023-2024 (voir page 35). L'écart entre les dépenses estimées et les prévisions budgétaires s'explique principalement par :

- ◇ Les coûts moins élevés que prévu pour les travaux liés à la révision de la délimitation du territoire des commissions scolaires anglophones en vue des élections scolaires prévues le 3 novembre 2024 (65 200 \$);
- ◇ Les coûts plus élevés que prévu pour les travaux liés à la révision de la carte électorale provinciale (57 100 \$).

#### • Élément 03 – Activités électorales

Les dépenses estimées au 31 mars 2024 sont supérieures de 2 000 \$ aux prévisions budgétaires de 2023-2024, qui étaient de 17 724 900 \$ (voir page 37).

Cet écart s'explique principalement par :

- ◇ Les coûts assumés, en 2023-2024, pour l'élection partielle tenue dans la circonscription électorale de Jean-Talon (0,7 M\$);
- ◇ Des dépenses moins élevées que prévu liées aux enquêtes et aux poursuites (0,3 M\$) ainsi qu'à l'appariement annuel (0,4 M\$).

## Section 2.2

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2023-2024 et les dépenses estimées au 31 mars 2024

#### Élément 01 – Gestion interne et soutien

| Budget de dépenses<br>(supercatégorie<br>et catégorie de dépenses) | Prévisions<br>budgétaires<br>2023-2024<br>① | Dépenses<br>estimées au<br>31 mars 2024<br>② | Écart<br>① - ②   |
|--|---|--|------------------|
| <b>Rémunération</b>  |   |  |                  |
| Personnel permanent  | 30 051 300                                  | 28 500 000                                   | 1 551 300        |
| Personnel occasionnel  | 2 719 200                                   | 2 425 000                                    | 294 200          |
| <b>Total partiel</b>   | <b>32 770 500</b>                           | <b>30 925 000</b>                            | <b>1 845 500</b> |
| <b>Fonctionnement</b>  |   |  |                  |
| Frais de déplacement   | 160 600                                     | 196 900                                      | (36 300)         |
| Services de télécommunication                                      | 356 000                                     | 258 000                                      | 98 000           |
| Publicité et promotion   | 244 500                                     | 169 400                                      | 75 100           |
| Services professionnels  | 4 448 800                                   | 3 192 400                                    | 1 256 400        |
| Formation, congrès et cotisations                                  | 217 900                                     | 143 700                                      | 74 200           |
| Services de nature technique                                       | 1 629 700                                   | 1 634 400                                    | (4 700)          |
| Taxes foncières, assurances et autres                              | 1 069 900                                   | 955 600                                      | 114 300          |
| Location de biens meubles et immeubles                             | 4 488 400                                   | 4 569 600                                    | (81 200)         |
| Fournitures et autres dépenses                                     | 330 000                                     | 219 700                                      | 110 300          |
| Amortissement  | 1 450 000                                   | 1 385 000                                    | 65 000           |
| <b>Total partiel</b>   | <b>14 395 800</b>                           | <b>12 724 700</b>                            | <b>1 671 100</b> |
| <b>Transfert</b>   |   |  |                  |
| Support  | 0   | 0  | 0                |
| <b>Total partiel</b>   | <b>0</b>                                    | <b>0</b>                                     | <b>0</b>         |
| <b>TOTAL</b>   | <b>47 166 300</b>                           | <b>43 649 700</b>                            | <b>3 516 600</b> |

| Budget d'investissements<br>(supercatégorie) | ①                | ②              | ① - ②            |
|--|------------------|----------------|------------------|
| Immobilisations                              | 1 750 000        | 595 100        | 1 154 900        |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>1 750 000</b> | <b>595 100</b> | <b>1 154 900</b> |

## Section 2.2

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2023-2024 et les dépenses estimées au 31 mars 2024

#### Élément 01 – Gestion interne et soutien

| Budget de dépenses<br>(supercatégorie<br>et catégorie de dépenses) | Écart            |
|--|------------------|
| <b>Rémunération</b>  |                  |
| Personnel permanent  | 1 551 300        |
| Personnel occasionnel  | 294 200          |
| <b>Total partiel</b>   | <b>1 845 500</b> |
| <b>Fonctionnement</b>  |                  |
| Frais de déplacement   | (36 300)         |
| Services de télécommunication                                      | 98 000           |
| Publicité et promotion   | 75 100           |
| Services professionnels  | 1 256 400        |

#### Notes explicatives

##### Rémunération du personnel permanent 1 551 300 \$

L'écart s'explique par la vacance de certains postes pendant une partie de l'exercice financier.

##### Rémunération du personnel occasionnel 294 200 \$

L'écart s'explique principalement par l'embauche de moins d'effectifs supplémentaires que prévu pour le remplacement des effectifs permanents absents (pour préretraite, pour maladie, pour congé parental ou pour d'autres raisons) ainsi que pour un surcroît temporaire de travail.

##### Frais de déplacement (36 300 \$)

L'écart s'explique principalement par l'organisation d'une journée de réflexion dans le cadre de notre démarche de consultation pour une nouvelle vision de la *Loi électorale*. Cet événement, qui a rassemblé des spécialistes en la matière, n'avait pas été budgété.

##### Services de télécommunication 98 000 \$

L'écart s'explique principalement par des dépenses de téléphonie moins élevées que prévu.

##### Publicité et promotion 75 100 \$

L'écart s'explique principalement par les coûts moins élevés que prévu des stratégies de communication.

##### Services professionnels 1 256 400 \$

L'écart provient principalement des dépenses liées aux ressources externes spécialisées en informatique, qui ont été moins élevées que prévu.

## Section 2.2

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2023-2024 et les dépenses estimées au 31 mars 2024

#### Élément 01 – Gestion interne et soutien

| Budget de dépenses (supercatégorie et catégorie de dépenses) | Écart            |
|--|------------------|
| <b>Fonctionnement</b>  |                  |
| Formation, congrès et cotisations                            | 74 200           |
| Services de nature technique                                 | (4 700)          |
| Taxes foncières, assurances et autres                        | 114 300          |
| Location de biens meubles et immeubles                       | (81 200)         |
| Fournitures et autres dépenses                               | 110 300          |
| Amortissement  | 65 000           |
| <b>Total partiel</b>   | <b>1 671 100</b> |

#### Notes explicatives

##### **Formation, congrès et cotisations 74 200 \$**

L'écart s'explique principalement par les coûts moins élevés que prévu des activités de formation.

##### **Services de nature technique (4 700 \$)**

Ce poste budgétaire inclut les dépenses d'impression, de poste et de messagerie, les frais d'entretien du bâtiment et les dépenses liées aux plans de soutien informatique pour l'équipement et les logiciels.

L'écart n'est pas significatif.

##### **Taxes foncières, assurances et autres 114 300 \$**

L'écart s'explique principalement par la diminution des budgets consacrés à l'achat de certaines licences informatiques.

##### **Location de biens meubles et immeubles (81 200 \$)**

L'écart s'explique principalement par la pénalité payée pour rétrocéder certains espaces dans les locaux du 990, avenue de Bourgogne.

##### **Fournitures et autres dépenses 110 300 \$**

L'écart s'explique principalement par des dépenses moins élevées que prévu pour l'achat de matériel informatique non capitalisable.

##### **Amortissement 65 000 \$**

L'écart s'explique principalement par le fait que le budget avait été surévalué en 2023-2024. En contrepartie, des aménagements ont été radiés à la suite de la rétrocession de certains espaces dans les locaux du 990, avenue de Bourgogne.

## Section 2.2

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2023-2024 et les dépenses estimées au 31 mars 2024

#### Élément 01 – Gestion interne et soutien

| Budget de dépenses<br>(supercatégorie<br>et catégorie de dépenses) | Écart            |
|--|------------------|
| <b>Transfert</b>   |                  |
| Support  | 0                |
| <b>Total partiel</b>   | <b>0</b>         |
|  |                  |
| <b>TOTAL</b>   | <b>3 516 600</b> |
|  |                  |
| Budget d'investissements<br>(supercatégorie)                       | Écart            |
| Immobilisations  | 1 154 900        |
| <b>TOTAL</b>   | <b>1 154 900</b> |

#### Notes explicatives

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>Immobilisations</b>  | <b>1 154 900 \$</b> |
| Acquisitions :  |                     |
| • Aménagement   | 60 000 \$           |
| • Mobilier et équipement  | 49 500 \$           |
| • Équipement informatique<br>et logiciels   | <u>485 600 \$</u>   |
|   | <u>595 100 \$</u>   |
| L'écart s'explique principalement par des investissements moins élevés que prévu. |                     |



## Section 2.3

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2023-2024 et les dépenses estimées au 31 mars 2024

#### Élément 02 – Commission de la représentation électorale

| Budget de dépenses                                | Prévisions budgétaires 2023-2024<br>① | Dépenses estimées au 31 mars 2024<br>② | Écart<br>① - ② |
|---|---------------------------------------|--|----------------|
| <b>Commission de la représentation électorale</b> |                                       |  |                |
| Administration                                    | 7 500                                 | 0                                      | 7 500          |
| CRE – Provincial                                  | 532 800                               | 589 900                                | (57 100)       |
| CRE – Municipal                                   | 5 000                                 | 4 300                                  | 700            |
| CRE – Scolaire                                    | 66 500                                | 1 300                                  | 65 200         |
| <b>TOTAL</b>                                      | <b>611 800</b>                        | <b>595 500</b>                         | <b>16 300</b>  |

| Budget de dépenses (supercatégorie et catégorie de dépenses) | Prévisions budgétaires 2023-2024<br>① | Dépenses estimées au 31 mars 2024<br>② | Écart<br>① - ②  |
|--|---------------------------------------|--|-----------------|
| <b>Rémunération</b>  |                                       |  |                 |
| Honoraires des commissaires                                  | 58 100                                | 70 000                                 | (11 900)        |
| <b>Total partiel</b>   | <b>58 100</b>                         | <b>70 000</b>                          | <b>(11 900)</b> |
| <b>Fonctionnement</b>  |                                       |  |                 |
| Frais de déplacement   | 43 400                                | 41 800                                 | 1 600           |
| Publicité et promotion                                       | 465 000                               | 395 000                                | 70 000          |
| Services professionnels                                      | 18 000                                | 22 500                                 | (4 500)         |
| Formation, congrès et cotisation                             | 0                                     | 4 000                                  | (4 000)         |
| Services de nature technique                                 | 19 600                                | 36 100                                 | (16 500)        |
| Taxes foncières, assurances et autres                        | 2 700                                 | 10 100                                 | (7 400)         |
| Location de biens meubles et immeubles                       | 5 000                                 | 14 000                                 | (9 000)         |
| Fournitures et autres dépenses                               | 0                                     | 2 000                                  | (2 000)         |
| <b>Total partiel</b>   | <b>553 700</b>                        | <b>525 500</b>                         | <b>28 200</b>   |
| <b>TOTAL</b>   | <b>611 800</b>                        | <b>595 500</b>                         | <b>16 300</b>   |

| Budget d'investissements (supercatégorie) | ①        | ②        | ① - ②    |
|---|----------|----------|----------|
| Immobilisations                           | 0        | 0        | 0        |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> |

## Section 2.3

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2023-2024 et les dépenses estimées au 31 mars 2024

#### Élément 02 – Commission de la représentation électorale

| Budget de dépenses                                | Écart         |
|---|---------------|
| <b>Commission de la représentation électorale</b> |               |
| Administration                                    | 7 500         |
| CRE – Provincial                                  | (57 100)      |
| CRE – Municipal                                   | 700           |
| CRE – Scolaire                                    | 65 200        |
| <b>TOTAL</b>                                      | <b>16 300</b> |

#### Notes explicatives

##### Administration 7 500 \$

Aucune dépense n'a été faite en 2023-2024.

##### CRE – Provincial (57 100 \$)

Les dépenses de l'exercice financier 2023-2024 comprennent les coûts liés à la production et à la publication du rapport préliminaire sur la nouvelle carte électorale provinciale; à la campagne d'information; à la tenue des audiences publiques; à l'étude du rapport par la Commission de l'Assemblée nationale; et aux assemblées avec les commissaires.

L'écart s'explique principalement par les coûts liés à la plateforme de géomatique permettant aux citoyennes et aux citoyens de consulter les cartes électorales. Les honoraires des commissaires et les frais liés à la sténotypie ont aussi été plus élevés que prévu.

##### CRE – Municipal 700 \$

Les travaux de la CRE consistent à approuver la division du territoire municipal en districts électoraux et, lorsque c'est requis, à établir les cartes électorales des municipalités.

L'écart n'est pas significatif.

##### CRE – Scolaire 65 200 \$

Les travaux de la CRE consistent à approuver la division du territoire des commissions scolaires anglophones en circonscriptions électorales et, lorsque c'est requis, à établir leurs cartes électorales.

L'écart s'explique principalement par le fait qu'aucune audience publique n'a été tenue et qu'aucun avis relatif à la division du territoire n'a été publié.

## Section 2.4

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2023-2024 et les dépenses estimées au 31 mars 2024

#### Élément 03 – Activités électorales

| Budget de dépenses   | Prévisions budgétaires 2023-2024<br>① | Dépenses estimées au 31 mars 2024<br>② | Écart<br>① - ②   |
|--|---------------------------------------|--|------------------|
| <b>Activités électorales</b>   |                                       |  |                  |
| Table citoyenne  | 35 200                                | 24 600                                 | 10 600           |
| Communication avec les directrices et directeurs du scrutin (DS)                                     | 648 000                               | 499 300                                | 148 700          |
| Comité des DS  | 28 300                                | 19 000                                 | 9 300            |
| Mandats <i>ad hoc</i>  | 65 000                                | 20 300                                 | 44 700           |
| Rencontre de mise à niveau   | 75 900                                | 800                                    | 75 100           |
| Participation électorale autochtone  | 0                                     | 1 000                                  | (1 000)          |
| Mise à jour des sections de vote   | 7 100                                 | 0                                      | 7 100            |
| Commission permanente de révision  | 141 500                               | 188 800                                | (47 300)         |
| Avis sur le financement politique  | 14 500                                | 10 000                                 | 4 500            |
| Enquêtes et poursuites   | 586 500                               | 331 300                                | 255 200          |
| Budget non récurrent :   |                                       |  |                  |
| ▪ Élections municipales  | 128 600                               | 115 500                                | 13 100           |
| ▪ Élections scolaires  | 7 800                                 | 1 600                                  | 6 200            |
| ▪ Élections générales provinciales du 3 octobre 2022   | 809 800                               | 653 400                                | 156 400          |
| ▪ Activités préparatoires et réapprovisionnement en matériel électoral pour les prochaines élections | 22 700                                | 71 600                                 | (48 900)         |
| ▪ Vote par Internet  | 0                                     | 136 100                                | (136 100)        |
| Amortissement  | 1 815 000                             | 2 025 000                              | (210 000)        |
| Élection partielle du 13 mars 2023 (Saint-Henri-Sainte-Anne)   | 0                                     | 26 900                                 | (26 900)         |
| Élection partielle du 2 octobre 2023 (Jean-Talon)  | 0                                     | 722 000                                | (722 000)        |
| <b>Total partiel</b>   | <b>4 385 900</b>                      | <b>4 847 200</b>                       | <b>(461 300)</b> |
| <b>Transfert</b>   |                                       |  |                  |
| Allocation annuelle aux partis politiques  | 11 642 000                            | 11 593 500                             | 48 500           |
| Appariement annuel   | 1 580 000                             | 1 168 100                              | 411 900          |
| Frais de vérification des partis politiques  | 117 000                               | 118 100                                | (1 100)          |
| <b>Total partiel</b>   | <b>13 339 000</b>                     | <b>12 879 700</b>                      | <b>459 300</b>   |
| <b>TOTAL</b>   | <b>17 724 900</b>                     | <b>17 726 900</b>                      | <b>(2 000)</b>   |

## Section 2.4

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2023-2024 et les dépenses estimées au 31 mars 2024

#### Élément 03 – Activités électorales

| Budget d'investissements<br>(supercatégorie) | ①                | ②                | ① - ②           |
|--|------------------|------------------|-----------------|
| Immobilisations                              | 1 300 000        | 1 315 000        | (15 000)        |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>1 300 000</b> | <b>1 315 000</b> | <b>(15 000)</b> |

## Section 2.4

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2023-2024 et les dépenses estimées au 31 mars 2024

#### Élément 03 – Activités électorales

| Budget de dépenses<br>(supercatégorie<br>et catégorie de dépenses) | Prévisions<br>budgétaires<br>2023-2024<br>① | Dépenses<br>estimées au<br>31 mars 2024<br>② | Écart<br>① - ②   |
|--|---|--|------------------|
| <b>Rémunération</b>  |   |  |                  |
| Personnel permanent  | 36 100                                      | 110 600                                      | (74 500)         |
| Personnel occasionnel  | 972 800                                     | 895 200                                      | 77 600           |
| Personnel électoral  | 542 000                                     | 819 300                                      | (277 300)        |
| <b>Total partiel</b>   | <b>1 550 900</b>                            | <b>1 825 100</b>                             | <b>(274 200)</b> |
| <b>Fonctionnement</b>  |   |  |                  |
| Frais de déplacement   | 191 400                                     | 148 700                                      | 42 700           |
| Services de télécommunication                                      | 76 100                                      | 53 300                                       | 22 800           |
| Publicité et promotion   | 11 000                                      | 57 400                                       | (46 400)         |
| Services professionnels  | 169 400                                     | 63 900                                       | 105 500          |
| Formation, congrès et cotisations                                  | 0   | 0  | 0                |
| Services de nature technique                                       | 167 600                                     | 253 000                                      | (85 400)         |
| Taxes foncières, assurances et autres                              | 202 000                                     | 160 500                                      | 41 500           |
| Location de biens meubles et immeubles                             | 107 200                                     | 113 500                                      | (6 300)          |
| Fournitures et autres dépenses                                     | 95 300                                      | 7 200  | 88 100           |
| Amortissement  | 1 815 000                                   | 2 025 000                                    | (210 000)        |
| <b>Total partiel</b>   | <b>2 835 000</b>                            | <b>2 882 500</b>                             | <b>(47 500)</b>  |
| <b>Transfert</b>   |   |  |                  |
| Allocation et appariement annuels                                  | 13 222 000                                  | 12 761 600                                   | 460 400          |
| Allocation et appariement supplémentaires                          | 0   | 0  | 0                |
| Remboursement des dépenses électorales                             | 0   | 139 600                                      | (139 600)        |
| Frais de vérification des partis politiques                        | 117 000                                     | 118 100                                      | (1 100)          |
| <b>Total partiel</b>   | <b>13 339 000</b>                           | <b>13 019 300</b>                            | <b>319 700</b>   |
| <b>TOTAL</b>   | <b>17 724 900</b>                           | <b>17 726 900</b>                            | <b>(2 000)</b>   |

| Budget d'investissements<br>(supercatégorie) | ①                | ②                | ① - ②           |
|--|------------------|------------------|-----------------|
| Immobilisations                              | 1 300 000        | 1 315 000        | (15 000)        |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>1 300 000</b> | <b>1 315 000</b> | <b>(15 000)</b> |

## Section 2.4

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2023-2024 et les dépenses estimées au 31 mars 2024

#### Élément 03 – Activités électorales

| Budget de dépenses   | Écart   |
|--|---------|
| <b>Activités électorales</b>                                     |         |
| Table citoyenne  | 10 600  |
| Communication avec les directrices et directeurs du scrutin (DS) | 148 700 |
| Comité des DS  | 9 300   |
| Mandats <i>ad hoc</i>  | 44 700  |
| Rencontre de mise à niveau                                       | 75 100  |

#### Notes explicatives

##### **Table citoyenne 10 600 \$**

Le budget a servi principalement à rémunérer les membres ainsi qu'à rembourser les frais de déplacement pour les deux rencontres tenues en 2023-2024.

L'écart s'explique par le fait que deux rencontres ont eu lieu, alors que trois rencontres avaient été budgétées.

##### **Communication avec les directrices et directeurs du scrutin (DS) 148 700 \$**

Le budget a servi à rémunérer 36 heures de travail aux DS, à maintenir les liens de communication avec eux ainsi qu'à louer un espace dans leur résidence.

L'écart s'explique principalement par le fait que les imprimantes multifonctions n'ont pas été remplacées. De plus, les dépenses pour les licences informatiques et les services de télécommunication ont été moins élevées que prévu.

##### **Comité des DS 9 300 \$**

L'écart s'explique principalement par le fait que les coûts des rencontres et le recours à la banque d'heures ont été moins élevés que prévu.

##### **Mandats *ad hoc* 44 700 \$**

L'écart s'explique principalement par le fait que les dépenses liées aux services professionnels pour le projet de refonte de la bibliothèque virtuelle ne se sont pas réalisées.

##### **Rencontre de mise à niveau 75 100 \$**

La rencontre prévue en 2023-2024 a été reportée en 2024-2025.

## Section 2.4

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2023-2024 et les dépenses estimées au 31 mars 2024

#### Élément 03 – Activités électorales

| Budget de dépenses                  | Écart    |
|-------------------------------------|----------|
| <b>Activités électorales</b>        |          |
| Participation électorale autochtone | (1 000)  |
| Mise à jour des sections de vote    | 7 100    |
| Commission permanente de révision   | (47 300) |
| Avis sur le financement politique   | 4 500    |
| Enquêtes et poursuites              | 255 200  |
| Budget non récurrent :              |          |
| ▪ Élections municipales             | 13 100   |
| ▪ Élections scolaires               | 6 200    |

#### Notes explicatives

##### Participation électorale autochtone (1 000 \$)

Les dépenses ont servi principalement à rémunérer des DS pour commencer les travaux liés au comité de travail sur la participation électorale autochtone.

##### Mise à jour des sections de vote 7 100 \$

Aucune dépense n'a été faite en 2023-2024.

##### Commission permanente de révision (47 300 \$)

L'écart s'explique principalement par des dépenses de rémunération plus élevées que prévu.

##### Avis sur le financement politique 4 500 \$

L'écart s'explique principalement par des dépenses moins élevées que prévu pour les publications au palier électoral provincial.

##### Enquêtes et poursuites 255 200 \$

L'écart s'explique principalement par des dépenses moins élevées que prévu pour la rémunération des enquêteuses et enquêteurs temporaires, puisque le budget avait été surévalué. Les dépenses pour les services professionnels ont aussi été moins élevées que prévu.

##### Élections municipales 13 100 \$

L'écart n'est pas significatif.

##### Élections scolaires 6 200 \$

L'écart n'est pas significatif.

## Section 2.4

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2023-2024 et les dépenses estimées au 31 mars 2024

#### Élément 03 – Activités électorales

| Budget de dépenses   | Écart     |
|--|-----------|
| <b>Activités électorales</b>   |           |
| Budget non récurrent :   |           |
| ▪ Élections générales provinciales du 3 octobre 2022   | 156 400   |
| ▪ Activités préparatoires et réapprovisionnement en matériel électoral pour les prochaines élections | (48 900)  |
| ▪ Vote par Internet  | (136 100) |
| Amortissement  | (210 000) |

#### Notes explicatives

##### Élections générales provinciales du 3 octobre 2022 156 400 \$

Ces dépenses comprennent principalement les coûts assumés en 2023-2024 pour la rémunération du personnel temporaire devant vérifier les rapports de dépenses électorales transmis à la suite des élections générales provinciales tenues le 3 octobre 2022. Ces dépenses ont été moins élevées que prévu.

##### Activités préparatoires et réapprovisionnement en matériel électoral pour les prochaines élections (48 900 \$)

Ces dépenses représentent les coûts assumés au cours de l'exercice financier 2023-2024 pour le réapprovisionnement en matériel électoral et pour la réalisation d'activités préparatoires pour la tenue de futures élections partielles et des prochaines élections générales provinciales, prévues en octobre 2026. Ces coûts ont été plus élevés que prévu.

##### Vote par Internet (136 100 \$)

Ces dépenses comprennent les coûts assumés en 2023-2024 pour réaliser des travaux liés au projet pilote de vote par Internet lors des élections générales municipales prévues le 2 novembre 2025. Aucune dépense n'avait été budgétée en 2023-2024.

##### Amortissement (210 000 \$)

L'écart s'explique par le fait que la dépense d'amortissement a été plus élevée que prévu, notamment parce que le budget avait été sous-évalué en 2023-2024.



## Section 2.4

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2023-2024 et les dépenses estimées au 31 mars 2024

#### Élément 03 – Activités électorales

| Budget de dépenses   | Écart            |
|--|------------------|
| <b>Activités électorales</b>                                 |                  |
| Élection partielle du 13 mars 2023 (Saint-Henri-Sainte-Anne) | (26 900)         |
| Élection partielle du 2 octobre 2023 (Jean-Talon)            | (722 000)        |
| <b>Total partiel</b>   | <b>(461 300)</b> |
| <b>Transfert</b>   |                  |
| Allocation annuelle aux partis politiques                    | 48 500           |
| Appariement annuel   | 411 900          |
| Frais de vérification des partis politiques                  | (1 100)          |
| <b>Total partiel</b>   | <b>459 300</b>   |
|  |                  |
| <b>TOTAL</b>   | <b>(2 000)</b>   |

#### Notes explicatives

##### Élection partielle du 13 mars 2023 (Saint-Henri-Sainte-Anne) (26 900 \$)

Ces dépenses représentent les coûts assumés en 2023-2024 pour l'élection partielle tenue le 13 mars 2023 dans la circonscription électorale de Saint-Henri-Sainte-Anne. Un montant de 804 400 \$ avait été assumé en 2022-2023.

##### Élection partielle du 2 octobre 2023 (Jean-Talon) (722 000 \$)

Ces dépenses représentent les coûts assumés en 2023-2024 pour l'élection partielle tenue le 2 octobre 2023 dans la circonscription électorale de Jean-Talon.

##### Allocation annuelle aux partis politiques 48 500 \$

Cette dépense correspond à l'allocation annuelle versée en vertu de l'article 82 de la *Loi électorale*.

L'écart n'est pas significatif.

##### Appariement annuel 411 900 \$

Les contributions que les électrices et les électeurs ont versées aux entités politiques en vertu du premier alinéa de l'article 82.2 de la *Loi électorale* ont été moins élevées que prévu.

##### Frais de vérification des partis politiques (1 100 \$)

L'écart n'est pas significatif.

## Section 2.4

### Comparaison entre les prévisions budgétaires 2023-2024 et les dépenses estimées au 31 mars 2024

#### Élément 03 – Activités électorales

| Budget d'investissements<br>(supercatégorie) | Écart           |
|--|-----------------|
| Immobilisations                              | (15 000)        |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>(15 000)</b> |

#### Notes explicatives

**Immobilisations** (15 000 \$)

Acquisitions :

- Développement informatique 1 315 000 \$
- 1 315 000 \$

L'écart n'est pas significatif.